

Projet : Jeanne Traduction.

Titre : ON CORONA CRISIS (Sur la crise du Coronavirus).

Durée : 6:33.

URL : <https://www.youtube.com/watch?v=6POsmjrbjIO>

Traduction :

Ivan Vilibor Sinčić - Membre non-inscrit du Parlement européen.

[Ce que nous ne pouvons pas mesurer, nous ne pouvons pas, de ce fait, le gérer].

Chers collègues, ce que nous ne pouvons pas mesurer, nous ne pouvons pas, de ce fait, le gérer.

Et je suis personnellement intéressé par les chiffres et je suis intéressé par les vrais chiffres.

La commission mentionne ici combien de milliards la première société pharmaceutique, la deuxième et la troisième recevront pour leur production de vaccins.

Ce qui m'intéresse ici, c'est de savoir pourquoi vous n'investissez pas ces milliards dans les diagnostics ?

Selon les recherches scientifiques, la fiabilité du test PCR dépend du nombre de cycles d'amplification.

Au-dessus de 35 cycles, nous avons 97% de faux-positifs.

De nombreux laboratoires en Europe ont recours à 40 cycles et plus.

A cause de mauvais diagnostics, chers collègues, vous avez ruiné de nombreuses vies.

Beaucoup de personnes ne pouvaient plus travailler ni voyager.

Elles ont dû s'auto-confiner.

De manière systématique, dès que vous étiez testé positif, vous étiez immédiatement considéré comme infecté.

Où est la logique ?

Et cela, avec un taux de 97% et plus de faux-positifs.

Elles ne pouvaient pas se faire soigner, ne pouvaient pas aller à l'hôpital etc...

Pourquoi la commission ne prend-elle pas soin d'ajuster le nombre de cycles à 25, qui est une sorte de limite supérieure selon les scientifiques, pour que le test soit fiable.

Je m'intéresse aux chiffres, et sans connaître les chiffres exacts, cette crise ne peut être gérée.

[Mesures restrictives, confinement et centre politique du pouvoir]

Merci beaucoup chers collègues.

L'Europe a eu tort lors de la crise de 2008.

Elle l'a même admis en fin de compte.

L'Europe a malheureusement également eu tort dans cette.

Nous prévoyons la faillite de plus de la moitié des petites et moyennes entreprises, qui emploient plus des deux tiers des salariés en Europe.

Les mesures restrictives ainsi que le confinement qui ont été mis en place dans l'UE ont un très faible fondement scientifique.

Les centres de pouvoir politique ont pris ces décisions, et ont aveuglément suivi l'OMS.

C'est justement la politique qui a décidé de l'utilisation des masques.

Les politiques a décidé qu'il n'y avait pas de test de dépistage de la grippe, de ce fait, pour la première fois depuis des décennies, nous n'avons tout simplement plus eu de grippe.

Les politiques ont décidé d'utiliser des tests PCR peu fiables.

Les politiques ont décidé qu'il n'y aurait pas d'autopsie après les décès, car, pourquoi dire que les gens sont morts, comme les années précédentes, de maladies cardiaques,

de cancers et même de la grippe elle-même, alors que tous ces décès pouvaient simplement être étiquetés "Covid" ?

Tout a été fait pour obtenir les chiffres qu'ils voulaient obtenir.

Et aujourd'hui, la Commission se présente ici avec des mesures économiques, en tant que sauveur, mais quand reconnaîtront-ils leur erreur ?

[Toute cette crise n'est pas tant une question de santé qu'une question de contrôle].

Merci beaucoup, pour commencer j'aurais une question pour la présidente de la commission, Mme von der Leyen.

Madame von der Leyen, pensez-vous qu'il est dans l'intérêt des entreprises pharmaceutiques que cette crise prenne fin ?

Toute cette crise n'est pas tant une question de santé qu'une question de contrôle et d'argent.

S'il s'agissait réellement de santé, nous ne serions pas autorisés à utiliser des techniques de diagnostic nous donnant des chiffres peu fiables concernant le nombre de personnes infectées ainsi que le nombre de morts, nous ne retarderions pas des dizaines de milliers d'opérations chirurgicales pour les patients atteints de cancer.

De nombreux examens diagnostiques qui permettraient de détecter les maladies ne seraient pas retardés, et le confinement ainsi que la campagne de peur ne dévasteraient pas la santé mentale de nos citoyens, surtout les plus jeunes.

On parle beaucoup de la mise au point de vaccins et l'accent est mis sur le vaccin, mais pourquoi ne pas mettre un peu l'accent sur la mise au point d'un traitement ?

Certains pays du monde sont en train de développer un remède.

Un traitement efficace et bon marché est-il dans l'intérêt de l'industrie pharmaceutique ou n'y a-t-il tout simplement pas d'argent à se faire ?

Pour ce qui est du contrôle, en Croatie, par exemple, nous avons une situation dans laquelle les retraités ont refusé d'être vaccinés avec le vaccin AstraZeneca parce qu'il n'y a tout simplement pas assez d'informations à son sujet.

A présent, parlons du contrôle, des passeports COVID.

Allez-vous restreindre les voyages et les déplacements de ces personnes car elles refusent d'introduire dans leur corps un produit dont vous n'en connaissez même pas

la nature et la façon dont il les affectera ? Est-ce éthique ?

Les citoyens doivent pouvoir choisir leur propre traitement.

[Le masque comme symbole de la crise du Coronavirus]

Merci beaucoup, chers collègues.

Si quelque chose est bien le symbole de la crise du Coronavirus, c'est bien le masque.

Le fait de devoir ou non porter un masque dépend en fait des personnes que vous écoutez et en qui vous avez confiance.

Si nous revenons environ un an en arrière, en février ou mars 2020, lorsque le Coronavirus est arrivé en Europe, nous avons différentes autorités, présidents, premiers ministres, des Croates à, je ne sais pas, à Macron, qui disaient : " Si vous n'avez pas de symptômes, si vous n'êtes pas malade, ne portez pas de masque ".

Cela a été répété dans toute l'Europe, puis, au mois de mai, le discours s'est inversée et le masque est devenu obligatoire, des sanctions ont été instaurées,

et nous en sommes arrivés à la situation actuelle.

Il est donc évident qu'à partir de ce moment-là, nous avons commencé à écouter quelqu'un d'autre.

Il s'agit avant tout d'une décision politique et la question est de savoir qui les politiques veulent écouter et quelles mesures ils veulent mettre en place dans leur propre pays.

Il convient de mentionner, par exemple, que la cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine a jugé que le port du masque constituait une violation des droits constitutionnels.

Contrairement aux "experts" qui sont politiquement désignés, nous avons un grand nombre d'autorités mondiales qui sont sceptiques sur tout cela, sur la crise, sur les masques, sur les vaccins, et qui se demandent s'il s'agit bien d'une pandémie.

[Crise, Coronavirus et corruption]

Merci beaucoup, chers collègues.

La politique de santé européenne sera marquée par trois choses : la crise, le coronavirus et la corruption.

Une corruption à bas niveau, à moyen niveau mais aussi à très haut niveau.

D'étonnantes informations sont arrivées d'Allemagne ces jours-ci.

Il s'agit de faits datant d'il y a un an, lorsque le ministre allemand de l'intérieur, M. Seehofer, a commandé des scénarios basés sur la peur.

C'est pourquoi nous pouvons lire dans ces documents : "élever le niveau de peur de la population", "s'assurer de la peur et de l'obéissance de la population",

"parvenir à un contrôle mental et systémique de la situation".

Pourquoi, si c'est vraiment une pandémie, faire ce marketing de la peur ?

Pourquoi attaquer l'Allemagne et les peuples d'Europe avec cette campagne de terreur ?

Et vous saviez, qu'une fois que vous auriez établi une situation de terreur en Allemagne, elle se répandrait dans toute l'Europe.

Savez-vous ce que la peur a comme conséquences sur la santé humaine ?

Savez-vous ce qu'elle fait à la psyché humaine ?

Sur la santé mentale ?

Ses effets sur la physiologie humaine ?

Ses effets sur la santé des enfants ?

Je ne crois pas aux discours de ceux qui mettent en œuvre ces mesures qui disent qu'ils se soucient vraiment de leur santé car, dans ce cas, ils n'auraient pas à recourir à des campagnes de terreur.

"La responsabilité des opinions exprimées incombe exclusivement à l'auteur. Ces opinions ne reflètent pas nécessairement les opinions du Parlement européen"